

# Trump attaque la science du climat

L'offensive américaine menée contre la connaissance de l'état du climat et de l'environnement sème l'effroi parmi les chercheurs

**E**rrreur 404». Voici ce que l'internaute découvre quand il arrive sur la page consacrée au changement climatique de la Maison Blanche, aux Etats-Unis. Il n'a pas plus de chance quand il clique sur les portails et sections liés à cette thématique sur les sites du département d'Etat, de la défense, des transports ou de l'agriculture. Ils sont évaporés. Sur le site de l'Agence de protection de l'environnement (EPA), la partie sur le changement climatique n'est plus accessible sur la page d'accueil, ni dans les onglets sur les «sujets environnementaux».

Ces exemples sont loin d'être isolés. Subventions gelées, rapport sur la nature censuré, coupes budgétaires... En moins d'un mois, Donald Trump a frappé vite et fort. Le 47<sup>e</sup> président des Etats-Unis, un climatocéphale qui met régulièrement en doute la réalité et la gravité du réchauffement, a multiplié les fronts et fait pleuvoir les attaques contre la science du climat et de l'environnement, lui déclarant une «guerre», selon le terme de l'historien des sciences américain Robert Proctor.

«Nous entrons dans un âge d'or de l'ignorance», prévient le professeur à l'université Stanford (Californie), tandis que la climatologue Valérie Masson-Delmotte, ex-coprésidente du groupe 1 du GIEC, y voit de l'«obscurantisme». «Pour cette administration, les faits scientifiques sont dangereux, il faut les faire taire», observe-t-elle. Et de peser ses mots : «C'est l'héritage des Lumières qui est menacé. C'est sans précédent dans un pays démocratique, en dehors de périodes fascistes.»

La National Science Foundation (NSF), une agence fédérale indépendante et l'un des principaux bailleurs de fonds de la recherche universitaire, s'est retrouvée en première ligne quand le gouver-

nement a décidé de suspendre toutes les subventions fédérales. Après avoir annoncé leur mise en pause, la NSF a finalement rouvert le site Web qui distribue l'argent aux scientifiques à la suite d'une décision de justice. Mais, depuis, son personnel passe en revue tous les projets de recherche pour vérifier que ces derniers sont conformes à différents décrets présidentiels, notamment celui qui met fin aux politiques de diversité, équité et inclusion et de justice environnementale dans l'administration.

## «Les gens sont terrorisés»

C'est par mail que, le 27 janvier, Gabriel Filippelli, professeur des sciences de la Terre à l'université de l'Indiana, a appris l'interruption du financement pour ses travaux visant à aider un pays d'Asie du Sud à améliorer la qualité de son air, accordé par le département d'Etat. Le chercheur a cependant bon espoir de voir la suspension levée s'il enlève les références à la diversité de son projet. «J'aurais envisagé d'y renoncer si les composantes de la diversité avaient été significatives, mais elles faisaient à peine partie du programme au départ», explique-t-il.

Symbole de cette offensive tous azimuts, le National Nature Assessment, la première évaluation systématique sur l'état des terres, de l'eau et de la biodiversité, a vu sa production stoppée. Ses 180 auteurs étaient sur le point d'achever une première version, après des milliers d'heures de travail. Faute d'explication officielle, Howard Frumkin, l'un d'entre eux, en est réduit à des conjectures. «C'est peut-être parce que nous abordons la question de l'équité sociale et montrons que certains groupes, comme les personnes pauvres ou âgées, ont moins d'accès à la nature que les privilégiés», suppose ce professeur émérite à l'université de Washington.

L'Agence de protection de l'environnement fait, elle aussi, les frais de cette purge. Son nouveau patron, Lee Zeldin, a clairement énoncé sa volonté de rationaliser cette structure dont le rôle est central. Jeudi 13 février, il a annoncé annuler 20 milliards de dollars (soit un peu plus de 19 milliards d'euros) de subventions accordées sous l'administration Biden pour des projets liés au climat. En attendant, 171 employés de l'EPA, travaillant pour des programmes de diversité ou de justice environnementale, ont été placés en congé administratif – avant un probable licenciement – et plus de 1000 travailleurs, arrivés il y a moins d'un an, pourraient voir leur contrat s'arrêter. «Je n'ai jamais vu ça à l'EPA en plus de trente ans de carrière, s'indigne Nicole Cantello, présidente de l'AFGE dans le Midwest, un syndicat qui représente le personnel de l'EPA. Les gens sont terrorisés.»

D'autres organisations fédérales comme l'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique (NOAA), qui a déjà reçu la visite du Department of Government Efficiency («département de l'efficacité gouvernementale») d'Elon Musk, pourraient subir le même sort. Le Project 2025, ce vade-mecum d'inspiration ultra-conservatrice qui a servi de feuille de route à la campagne de Donald Trump, appelait à «démanteler»

## «Nous entrons dans un âge d'or de l'ignorance»

ROBERT PROCTOR  
professeur  
à l'université Stanford

cette agence et à privatiser certaines de ses branches, comme le National Weather Service, la météo nationale.

Un ancien haut gradé de la NOAA sous l'administration Biden se dit «très inquiet» face à «des attaques qui pourraient nuire à la vie des Américains, au commerce et à l'industrie». Lui aussi décrit un «climat de peur» au sein de la NOAA, alors que certains agents, selon plusieurs médias outre-Atlantique, ont été sommés, début février, de cesser tout contact avec les ressortissants étrangers.

Pour tous les observateurs, la casse est pire qu'en 2017, lors du premier mandat du républicain. «Donald Trump avance bien vite, il avait tout préparé et a placé des alliés partout, dans les agences fédérales mais aussi dans les tribunaux, ce qui lui permettra de contrer les procès», estime Robert Proctor, alors que des premiers recours en justice ont été déposés. «L'administration Trump teste les

limites de son pouvoir, considère Lourdes Vera, sociologue à l'université de Buffalo (New York). Sachant que la Cour suprême est fortement conservatrice et que la Chambre des représentants est également majoritairement républicaine, je pense qu'ils pourront aller beaucoup plus loin qu'en 2017.»

Le but de ces attaques est de «favoriser l'industrie des énergies fossiles», qui a financé la campagne du président, rappelle Rachel Cleetus, de l'ONG Union of Concerned Scientists. Dès le premier jour de son mandat, Donald Trump a entrepris de revenir sur la transition écologique lancée par son prédécesseur, Joe Biden, et a engagé la sortie de son pays de l'accord de Paris sur le climat.

## La résistance s'organise

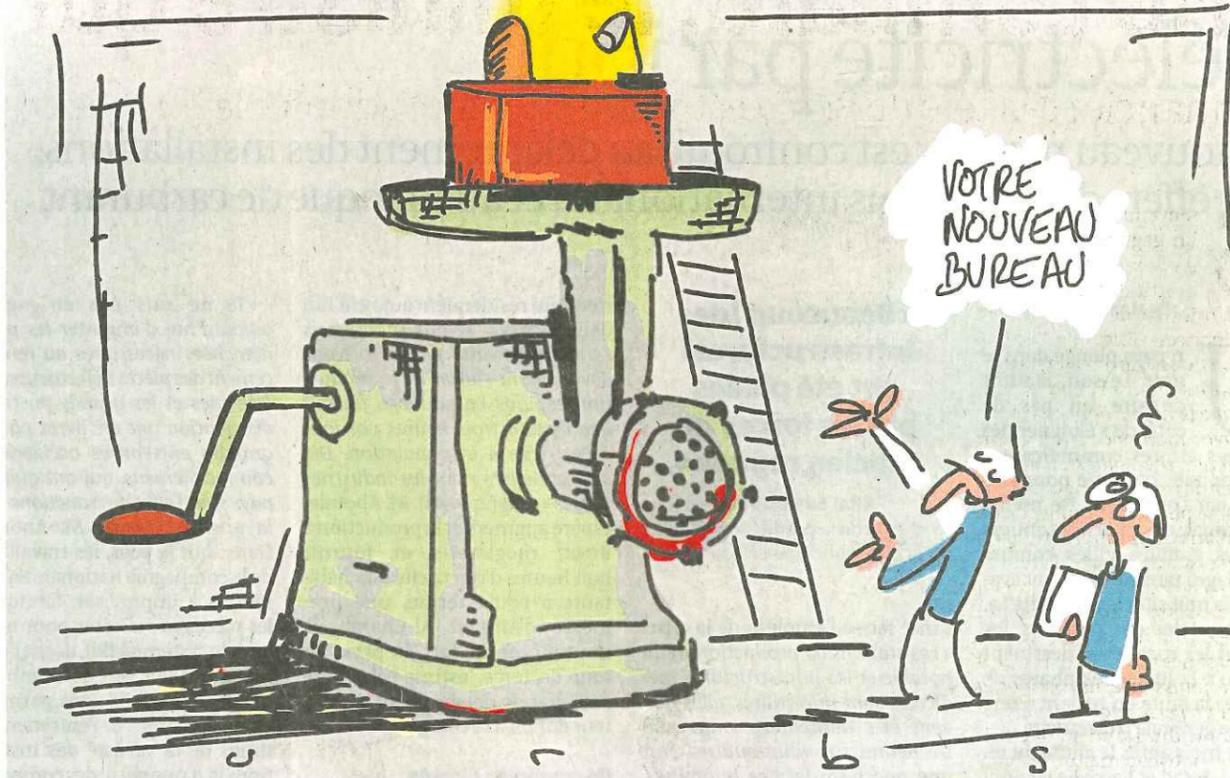
L'impact de cette campagne antis-ciens de l'environnement s'annonce majeur. «Cela décimera la science aux Etats-Unis et nuira au progrès scientifique au niveau mondial» en raison du leadership américain en la matière, prévient le climatologue Michael Mann (université d'Etat de Pennsylvanie), qui se dit «horripilé». Si l'administration Trump réoriente la NASA vers Mars et affaiblit la NOAA, deux agences de renommée mondiale, les «implications seront dramatiques» pour le suivi international du climat et de la météo, met en garde Valérie Mas-

son-Delmotte. De quoi amoindrir la compréhension du public mais aussi «menacer sa santé et sa sécurité», ajoute Rachel Cleetus, en supprimant des informations factuelles sur les catastrophes.

La résistance des scientifiques s'organise – timidement à ce stade. Une marche pour la science est prévue à travers le pays le 7 mars. L'Environmental Data & Governance Initiative (EDGI), un groupe de chercheurs qui documente les modifications apportées en ligne aux données fédérales sur l'environnement, indique avoir archivé 37 bases de données sur 57 identifiées comme prioritaires et recréer des programmes informatiques, également supprimés, qui permettaient d'analyser ces données. «Cette sauvegarde est essentielle car la démocratie exige un engagement civique significatif, qui dépend de la disponibilité et de l'accessibilité de l'information», juge Lourdes Vera, membre de l'EDGI.

Quant aux auteurs du National Nature Assessment, ils ont unanimement décidé de le publier en tant que document non gouvernemental. «De nombreux éditeurs de revues et de livres nous ont proposé de l'héberger. On pourra produire un rapport sans restrictions et donc avec plus d'impact», avance Howard Frumkin. Une manière de garder de l'espoir. ■

RAPHAËLE BESSE DESMOULIÈRES  
ET AUDREY GARRIC



# En Corse, la raréfaction des oursins nourrit le débat sur un moratoire

Cette pêche traditionnelle est soumise à des quotas et autorisée seulement du 15 février au 15 avril, mais l'espèce est affaiblie

AJACCIO - correspondant

**Q**uand la neige est sur les montagnes qui entourent le golfe, les oursins sont pleins. L'adage du grand-père de Philippe Ciccada, restaurateur sur la route des Sanguinaires, à Ajaccio, ne s'est jamais démenti ou presque. Il convient surtout d'un monde ancien, qui a connu des oursins violets à profusion et de qualité, dans les eaux ajacciennes cristallines. Aujourd'hui les zini («oursins» en corse) sont clairsemés et leurs gonades comestibles, souvent rachitiques. «Nous ne disposons pas de données précises, mais nos observations comme celles des pêcheurs font état d'une diminution de la ressource», résume Sophie Piton, cheffe de service à la direction de la mer et du littoral de Corse.

La pêche des échinodermes est désormais seulement ouverte du 15 février au 15 avril sur l'ensemble du littoral corse et soumise à des restrictions importantes. «Il y a

des quotas qui doivent être respectés, pour les plaisanciers, deux douzaines par personne et par jour sont autorisées, avec un maximum de sept douzaines pour un groupe, détaille M<sup>me</sup> Piton. Les professionnels peuvent, quant à eux, pêcher 500 douzaines par bateau et par semaine, à condition d'en avoir l'autorisation.» En 2025, 43 de ces précieuses licences ont été attribuées aux oursiniers, qui réaliseront 10 % de leur chiffre d'affaires annuel pendant ces deux mois de basse saison touristique – la pêche de la langouste leur rapporte sept fois plus au cœur de l'été. La douzaine d'oursins se vend sur les étals du marché ajaccien autour de 10 euros, mais elle peut grimper à 22 euros sur une bonne table.

Depuis le port de plaisance Charles-Ornano, Sophie Piton s'apprête, à la veille de l'ouverture de la pêche, à embarquer avec les deux seuls gendarmes de France métropolitaine détachés aux affaires maritimes, et ce, afin de procéder aux premiers contrôles.

«En 2024, 45 opérations ont été effectuées par les affaires maritimes, qui ont dressé deux procès-verbaux, poursuit la cheffe de service. La peine maximale encourue est de 1500 euros.»

Les fonctionnaires inspectent les criques en identifiant les bouées des plongeurs pour en relever le nombre, vérifier le matériel – les bouteilles sont interdites –, mais surtout la taille des oursins, puisque seuls ceux dont le diamètre est d'au moins 5 centimètres – sans les épines – peuvent être prélevés. «Si l'on met des règles de gestion de la ressource, c'est pour éviter qu'elle ne disparaisse», insiste Sophie Piton. De l'autre côté du port de plaisance, des fumigènes orangés manifestent la colère des pêcheurs corses, qui ont établi un barrage filtrant sur la chaussée pour refuser le «démantèlement de leur profession», dénonçant le prix du gas-oil.

Leur grogne n'est pas liée au fait que la saison de la pêche des oursins s'est réduite comme peau de

chagrin, passant de quatre à deux mois. Joseph Sanna, élu à la prud'homie de pêche d'Ajaccio, syndicaliste et patron pêcheur dans le petit port de Tizzano, à Sartène (Corse-du-Sud), affirme même haut et fort qu'il est favorable à un «moratoire de trois ans» pour interdire purement et simplement. «Le plus simple serait de dire que l'on va interdire aux particuliers, mais chez nous les oursinades, c'est ancestral et je ne vois pas pourquoi on les interdirait aux familles qui se réunissent au bord de mer et les priver du bonheur qu'ils ont», poursuit-il. Notre rôle est de sauver cette ressource et de permettre à nos enfants d'en profiter.»

## «Manque d'études scientifiques»

La question du moratoire divise encore autorités et pêcheurs. «Nous manquons d'études scientifiques sur le sujet pour prendre une décision», reconnaît Sophie Piton. «C'est aberrant qu'il n'y ait aucune étude, rien!», tempête Joseph Sanna, désignant implicitement

la plateforme de l'université de Corse et du CNRS Stella Mare, qui suit pourtant de près *Paracentrotus lividus*, le nom scientifique de l'oursin. Dans son laboratoire de Biguglia (Haute-Corse), un établissement spécialisé dans l'ingénierie écologique du milieu littoral et marin, il mène des recherches depuis 2010 sur l'oursin violet, qui atteint sa maturité entre 3 et 5 ans. Les chercheurs corses ont réussi à en maîtriser la reproduction dans leurs bassins en 2012. «Des pêcheurs nous avaient sollicités en raison de la raréfaction de l'oursin», se souvient Pierre-Mathieu Nicolai, directeur de Stella Mare.

En 2023, une première restauration écologique de grande ampleur a permis de relâcher 100 000 juvéniles d'oursin dans le golfe de Saint-Florent (Haute-Corse). «Les taux de survie sont très importants, de l'ordre de 20 %», constate M. Nicolai. Selon le scientifique, qui ne donne pas de chiffre sur la population totale en Corse, «environ 1 million d'oursins sont

prélevés chaque année sur les rives de l'île». En appliquant le taux de survie annoncé, il faudrait relâcher 5 millions d'oursins pour absorber la pêche annuelle.

La restauration écologique ne sera pas la seule réponse, selon Romain Bastien, responsable de l'ingénierie de la plateforme Stella Mare, qui a supervisé le processus de reproduction. «Ils sont très sensibles aux variations de température, puisqu'ils évoluent entre 1 et 6 mètres de profondeur dans des habitats rocheux, précise M. Bastien. Bien que confrontée au réchauffement climatique, la chance de la Corse est de ne pas avoir d'industrie et donc moins de pollution qu'ailleurs.» L'activité humaine y pèse malgré tout sur le milieu marin. L'exemple d'îles voisines nourrit les inquiétudes, reconnaît M. Nicolai : «A Malte, l'oursin a disparu, en Sardaigne la pêche est interdite pendant trois ans et la question se pose en Sicile. C'est un problème méditerranéen.» ■

PAUL ORTOLI